

**ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DES COMBATTANTS, PRISONNIERS DE
GUERRE, COMBATTANTS D'ALGÉRIE, TUNISIE, MAROC, COMBATTANTS DES
T.O.E., VICTIMES DE GUERRE, OPEX, VEUVES ET SYMPATHISANTS (A.D.C.P.G.-
C.A.T.M.-T.O.E.-V.G. - OPEX - VEUVES ET SYMPATHISANTS) DE LA GIRONDE**

97 rue Saint Genès
33000 BORDEAUX
SIREN 781 848 783

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos au 31 décembre 2024

Aux membres de l'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DES COMBATTANTS, PRISONNIERS DE GUERRE, COMBATTANTS D'ALGÉRIE, TUNISIE, MAROC, COMBATTANTS DES T.O.E., VICTIMES DE GUERRE, OPEX, VEUVES ET SYMPATHISANTS (A.D.C.P.G.-C.A.T.M.-T.O.E.-V.G. - OPEX - VEUVES ET SYMPATHISANTS) DE LA GIRONDE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DES COMBATTANTS, PRISONNIERS DE GUERRE, COMBATTANTS D'ALGÉRIE, TUNISIE, MAROC, COMBATTANTS DES T.O.E., VICTIMES DE GUERRE, OPEX, VEUVES ET SYMPATHISANTS (A.D.C.P.G.-C.A.T.M.-T.O.E.-V.G. - OPEX - VEUVES ET SYMPATHISANTS) DE LA GIRONDE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes

auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne :

La note « Fonds dédiés » de l'annexe aux comptes annuels qui expose les règles et méthodes comptables relatives au traitement des subventions d'exploitation et des fonds dédiés. Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre association, nous avons contrôlé la conformité des options prises, la cohérence des hypothèses retenues, revu les calculs effectués et nous nous sommes assurés qu'une information appropriée était donnée en annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du comité de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le comité de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mérignac, le 16 mai 2025

Le commissaire aux comptes
@COM AUDIT, représenté par
Jérôme COUTAND

Jérôme Coutand

✓ Certified by  yousign

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	37 131	31 514	5 617	-103
Immobilisations corporelles				
Terrains	7 131		7 131	7 131
Constructions	7 318 087	3 121 910	4 196 177	4 408 877
Installations techniques, matériels et outillages industriels	1 262 923	959 283	303 640	299 228
Autres immobilisations corporelles	2 326 523	1 700 261	626 262	749 605
Immobilisations corporelles en cours	3 600		3 600	2 100
Immobilisations financières				
Participations	412		412	412
Autres immobilisations financières	4 658		4 658	4 658
Total I	10 960 464	5 812 968	5 147 496	5 471 908
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	137 329		137 329	159 365
Produits intermédiaires et finis	19 453		19 453	29 852
Marchandises	7 485		7 485	6 837
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	320 622	7 859	312 764	335 677
Autres créances	355 663		355 663	185 321
Autres postes de l'actif circulant				
Valeurs mobilières de placement	597 250	678	596 572	596 572
Disponibilités	3 520 823		3 520 823	3 129 890
Charges constatés d'avance	160 176		160 176	151 686
Total II	5 118 800	8 537	5 110 263	4 595 200
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	16 079 264	5 821 505	10 257 759	10 067 108
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie	1 153 741	1 153 741
Fonds statutaires	788 453	788 453
Autres fonds propres	41 619	41 619
Fonds propres avec droit de reprise		
Autres fonds propres	10 117	21 185
Réserves		
Réserves pour projets de l'entité	687 778	643 237
Report à nouveau	1 034 268	983 189
Excédent ou déficit de l'exercice	-127 606	89 237
Situation nette (sous-total)	3 588 370	3 720 662
Provisions réglementées	531 742	320 618
Total I	4 120 111	4 041 280
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	313 471	154 061
Total II	313 471	154 061
PROVISIONS		
Provisions pour risques	37 824	
Total III	37 824	
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 762 950	5 014 926
Emprunts et dettes financières diverses	16 342	17 136
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	342 642	237 542
Dettes fiscales et sociales	530 625	511 186
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 599	2 599
Autres dettes	131 195	88 378
Total IV	5 786 353	5 871 765
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	10 257 759	10 067 107
(1) Dont à plus d'un an (a)	685 607	
Dont à moins d'un an (a)	5 100 746	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	1	
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	50 179	49 770
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens	6 108	5 797
Dont ventes de dons en nature	1 536	168
Ventes de prestations de services	1 293 995	1 363 106
Dont parrainages	108	667
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	4 028 423	3 909 347
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	901 825	1 152 421
Utilisation des fonds dédiés	48 759	37 886
Autres produits	32 925	66 246
Total I	6 362 214	6 584 572
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	16 778	13 291
Variation des stocks	-648	779
Autres achats et charges externes	2 115 418	2 187 772
Impôts, taxes et versements assimilés	194 017	178 967
Salaires et traitements	2 511 417	2 401 901
Charges sociales	1 031 379	953 720
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	464 275	412 534
Reports en fonds dédiés	197 971	128 562
Autres charges	33 255	47 065
Total II	6 563 862	6 324 592
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-201 648	259 980
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	85 251	62 615
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		3 993
Total III	85 251	66 608
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	95 519	100 839
Total IV	95 519	100 839
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-10 268	-34 231

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-211 916	225 749
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	123 254	184 301
Sur opérations en capital	16 700	3 375
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	7 635	7 635
Total V	147 589	195 311
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	63 275	331 823
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	5	
Total VI	63 279	331 823
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	84 310	-136 512
Total des produits (I+III+V)	6 595 054	6 846 491
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	6 722 660	6 757 254
EXCEDENT OU DEFICIT	-127 606	89 237

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : A.D.C.P.G. (consolidé)

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 10 257 759 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 127 606 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 22/04/2025.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Conformément aux règlements ANC 2018-06 et ANC 2019-04, l'annexe mentionne l'objet social de l'association, la nature et le périmètre de ses activités ou missions sociales réalisées, ainsi que les moyens mis en oeuvre pour les atteindre.

A ce titre, l'objet social de l'Association A.D.C.P.G est une association créée et gérée par l'Association Départementale des Combattants Prisonniers de Guerre et Combattants Algérie-Tunisie-Maroc (ADCPG-CATM), le centre accueille des personnes en situation de handicap depuis 1977.

Nos services vont de l'ESAT au Foyer d'Hébergement et de vie en passant par le Service d'Accompagnement à la Parentalité pour les Personnes en situation de Handicap (SAPPH) Gironde.

Pour mener à bien ses missions, les ressources de l'Association se composent des éléments suivants :

- Des revenus de toutes nature des biens lui appartenant ;
- Des souscriptions et dons manuels des amis de l'Association, en particulier de ses membres ;
- Des dons et legs dont l'acceptation aura été approuvée par les autorités de tutelle et de contrôle ;
- Des subventions versées, au titre de l'objet social de l'Association, par les autorités de tutelle et de contrôle et tout autre organisme autorisé.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, fondations et fonds de dotation

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Titres de participations et autres titres immobilisés

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires.

Un amortissement dérogatoire est alors constaté afin de tenir compte de l'amortissement de ces frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Règles et méthodes comptables

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,35 %
- Taux de croissance des salaires : 2 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 2 %
- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 88-90)

FONDS DEDIES

Le calcul des fonds dédiés consiste à identifier les ressources affectées spécifiquement à un projet ou une action, en soustrayant les dépenses engagées de ces fonds et en reportant le solde non utilisé sur l'exercice suivant, conformément aux principes comptables et aux obligations légales

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Valeur au début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	30 197	6 934		37 131
Immobilisations incorporelles	30 197	6 934		37 131
- Terrains	7 131			7 131
- Constructions sur sol propre	6 972 682			6 972 682
- Constructions sur sol d'autrui	331 998			331 998
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	13 407			13 407
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 228 819	48 304	14 200	1 262 923
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 707 164	11 593		1 718 758
- Matériel de transport	509 109	25 175	10 500	523 784
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	78 721	5 260		83 981
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	2 100	3 600	2 100	3 600
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	10 851 131	93 932	26 800	10 918 263
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	412			412
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	4 658			4 658
Immobilisations financières	5 070			5 070
ACTIF IMMOBILISE	10 886 397	100 866	26 800	10 960 464

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Valeur en début d'exercice	Augmentation	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	30 299	1 215		31 514
Immobilisations incorporelles	30 299	1 215		31 514
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	2 659 401	206 318		2 865 720
- Constructions sur sol d'autrui	236 402	6 382		242 783
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	13 407			13 407
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	929 591	47 059	17 367	959 283
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 049 824	123 055		1 172 879
- Matériel de transport	407 766	39 758	10 500	437 025
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	87 799	2 558		90 358
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	5 384 190	425 130	27 867	5 781 454
ACTIF IMMOBILISE	5 414 489	426 345	27 867	5 812 968

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 841 119 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :	4 658		4 658
Autres	4 658		4 658
Créances de l'actif circulant :	836 461	836 461	
Créances Clients et Comptes rattachés	320 622	320 622	
Autres	355 663	355 663	
Charges constatées d'avance	160 176	160 176	
Total	841 119	836 461	4 658

Produits à recevoir

	Montant
Divers pdts a recevo	21 953
Autres produits a recevoir	243 337
Intérêt à recevoir	72 303
Total	337 592

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	1 983 813				1 983 813
Fonds propres avec droit de reprise	21 185			11 068	10 117
Ecart de réévaluation					
Réserves	643 237	89 237	-44 697		687 778
Report à Nouveau	983 189		51 079		1 034 268
Excédent ou déficit de l'exercice	89 237	-89 237		127 606	-127 606
Situation nette	3 720 662		6 382	138 674	3 588 370
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées	320 618		211 123		531 742
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	4 041 280		217 505	138 674	4 120 111

Notes sur le bilan

Provisions pour risques et charges

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges		37 823			37 824
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total		37 823			37 824
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation					
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 5 786 353 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an et à 5 ans au plus	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	1	1		
- à plus de 1 an à l'origine	4 762 949	4 077 342	115 021	570 586
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	16 342	16 342		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	342 642	342 642		
Dettes fiscales et sociales	530 625	530 625		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 599	2 599		
Autres dettes (**)	131 195	131 195		
Produits constatés d'avance				
Total	5 786 353	5 100 746	115 021	570 586
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :	251 975			
(**) Dont envers Groupe et associés				

Charges à payer

	Montant
Factures non parvenues	101 724
Intérêts courus	16 342
Dettes provisionnées pour c.p.	184 329
Personnel - autres charges à payer	30 808
Charges sociales /congés payés	91 951
Repas o.h.	19 014
Transport (ramassage)	3 418
Total	447 587

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	160 176		
Total	160 176		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 20 520 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		3 905 654				3 905 654
Subventions d'exploitation				30 130	92 638	122 769
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						4 028 423

Analyse du résultat

	Déficit	Bénéfice
Résultat de l'exercice	127 606	
RESULTAT ESAT	84 654	
RESULTAT FOYER SAPPH	20 923	
Part du résultat sur gestion conventionnée	105 577	
Part du résultat sur gestion libre	22 029	

Tableau de détermination du résultat effectif de l'activité médico-sociale de l'entité

Résultat comptable	-127 607,00				
Reprise du résultat antérieur	0,00				
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	-127 607,00				
Dont résultat effectif sous gestion propre	-22 030,00				
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	-105 577,00				

Selon l'art. 153-2 règlement ANC n° 2019-04, l'excédent ou déficit effectif global correspond au résultat de l'exercice de l'entité gestionnaire corrigé des augmentations de contributions financières des autorités de tarification finançant les déficits des exercices antérieurs ou des diminutions de contributions financières des autorités de tarification reprenant les excédents des exercices antérieurs des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (augmentations et diminutions dénommées dans le tableau « reprises du résultat antérieur »).

Autres informations

Rémunérations allouées aux dirigeants

Les rémunérations allouées aux dirigeants ont représenté un montant de 210 772 euros.

- * DIRECTION : 86 840 euros.
- * DIRECTION : 63 301 euros.
- * DIRECTION : 60 631 euros.

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 200 370 euros

FONDS DEDIES

Comptes				Début exercice	Augment.	Diminution	Fin d'exercice
Fonds dédiés				154 062,00	197 970,73	38 562,00	313 470,73
				154 062,00	197 970,73	38 562,00	313 470,73

Comptes				Début exercice	Augment.	Diminution	Fin d'exercice
ARS				113 562,00	117 970,73	38 562,00	192 970,73
CAF				25 500,00	10 000,00	0,00	35 500,00
AUTRES				15 000,00	70 000,00	0,00	85 000,00
				154 062,00	197 970,73	38 562,00	313 470,73

EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL 50 PERSONNES